

*envstats*

**NOUVELLES de la Section des statistiques de l'environnement  
de la Division de statistique de l'ONU**

**No 11**

**Septembre 2001-juin 2002**

## **ÉDITORIAL**

**Reena Shah, Section des statistiques de l'environnement  
de la Division de statistique de l'ONU**

**Philomen Harrison, Programme de statistique  
de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)**

### **Constitution de capacités régionales : les statistiques de l'environnement dans la région de la CARICOM**

Dans la région de la CARICOM, la plupart des 15 États membres de la Communauté, où l'on voit monter la concurrence pour des ressources naturelles limitées, doivent s'adapter aux pressions exercées par le développement du tourisme et à la fréquence accrue des catastrophes naturelles. Pour assurer le développement viable de la région, il leur faut choisir à bon escient leurs orientations, et pour cela disposer d'informations récentes et fiables. Il est admis qu'une des grandes difficultés, lorsqu'on cherche à mesurer la réalisation des engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable des petits pays insulaires en développement de 1994, est qu'on manque de statistiques et d'indicateurs environnementaux de base permettant de jauger les progrès.

Les statistiques de l'environnement sont une nouveauté dans la région de la CARICOM. Il n'y a qu'au Belize et en Jamaïque qu'on a cherché à les institutionnaliser officiellement dans les bureaux nationaux de statistique, dans les deux cas avec l'aide de Statistics Sweden. Le Belize a publié deux recueils de statistiques de l'environnement, la Jamaïque en a publié un. Depuis 2000, la Division de statistique de l'ONU aide la région à se constituer un corpus de statistiques de l'environnement grâce à un projet visant à renforcer dans la région de la CARICOM les capacités d'établissement de statistiques et d'indicateurs pour le suivi des grandes conférences. Réalisé conjointement par la Division de statistique et la CARICOM, ce projet vise les statistiques sociales sexospécifiques, ainsi que les statistiques de l'environnement, avec un élément auxiliaire d'informatique. Les objectifs d'ensemble étaient d'étoffer les moyens dont disposent les bureaux nationaux et régionaux de statistique pour collecter et analyser l'information statistique, et aussi de constituer un réseau d'experts afin d'améliorer la coopération intrarégionale. Parmi les principaux produits, il faut citer deux publications régionales, l'une sur les statistiques sociales sexospécifiques, l'autre sur les statistiques de l'environnement, et le renforcement des capacités informatiques.

Après une étape préparatoire, l'élément du projet concernant l'environnement a été lancé lors du Séminaire sur les statistiques de l'environnement qui a eu lieu au

Belize en 2000. Les participants venaient de bureaux nationaux de statistique et d'organismes s'occupant d'environnement, ainsi que d'institutions régionales et internationales. Ils ont convenu d'une liste de statistiques et d'indicateurs de l'environnement à faire collecter conjointement par la Division de statistique et la CARICOM, qui seraient présentés dans la publication régionale. Les États membres ont ensuite commencé à recueillir les données, avec pour certains des voyages d'étude dans la région et des services ponctuels de consultants.

La publication « The CARICOM Environment in Figures » (L'environnement en chiffres dans la région de la CARICOM), à laquelle on met actuellement la dernière main, présente les grands problèmes écologiques dans des textes récapitulatifs, des tableaux, des schémas et des graphiques assortis d'observations détaillées. Un groupe d'experts s'est réuni en octobre 2001 pour examiner le texte à l'état de projet (voir plus loin *Les dates et les lieux*). Toutes les étapes de production de la publication ont été réalisées en collaboration. Plusieurs institutions régionales et internationales, consultées, ont communiqué des données ou envoyé des textes pour les différents chapitres. Les contacts permanents avec ces institutions, tout au long du projet, ont été essentiels, permettant de resserrer la coordination des activités et d'éviter dans toute la mesure du possible les doublons dans les différents efforts engagés pour renforcer les capacités.

Le projet a suscité dans les pays un certain nombre d'initiatives visant les statistiques de l'environnement. Plusieurs États membres ont organisé des ateliers ou des séminaires sur le sujet et développé la collaboration entre institutions. Il a dynamisé et soutenu les initiatives déjà lancées au Belize et en Jamaïque. La Grenade a publié en 2001 son premier recueil de statistiques de l'environnement. La Dominique et Sainte-Lucie ont bien avancé un projet de texte et comptent publier prochainement un recueil. Saint-Kitts-et-Nevis, de même que Saint-Vincent-et-les Grenadines, ont commencé à travailler sur un projet de recueil. Ces activités ont pu être mises en place grâce à un effort des gouvernements et à une assistance technique complémentaire fournie par le biais du projet.

Pour garantir la viabilité des statistiques sociales sexospécifiques dans la région, un groupe consultatif de la CARICOM a été créé l'an dernier, composé de certains des directeurs de bureaux nationaux de statistique et de représentants de la CARICOM et de la Division de statistique. Le groupe s'est réuni deux fois jusqu'à présent (voir plus loin *Les dates et les lieux*), pour s'accorder sur son mandat et son mode de fonctionnement et définir des programmes de statistiques sociales sexospécifiques et de statistiques de l'environnement, avec des produits publiés annuellement en alternance. La création de ce groupe consultatif manifeste la détermination et le sens de la maîtrise caraïbe des activités que le projet a suscitées vis-à-vis de la réunion des données, de l'organisation d'ateliers nationaux, de groupes ou de comités interinstitutions, et de la publication de recueils régionaux et nationaux dans ces deux domaines de la statistique.

(Outre les bureaux nationaux de statistique et les organismes s'occupant d'environnement, le projet a bénéficié sous une forme ou une autre du concours des institutions ci-après : Banque de développement des Caraïbes, Organisme caraïbe d'intervention rapide en cas de catastrophe, Institut d'hygiène du milieu des Caraïbes, Centre d'épidémiologie des Caraïbes, Planification caraïbe de l'adaptation aux changements climatiques, Association touristique pour les Caraïbes, Organisation des États des Caraïbes orientales, Division du développement durable de l'ONU,

Programme des Nations Unies pour l'environnement, University of technology et Centre pour l'environnement et le développement de l'Université des Antilles).

## **Les faits**

### **Progrès de la révision de la Comptabilité environnementale et économique intégrée**

La révision de la Comptabilité environnementale et économique intégrée (SCEE, sigle provenant d'un titre antérieur) s'achève. Entamée en 1997, quand la Commission de statistique, à sa vingt-neuvième session, avait demandé au Groupe de Londres sur la comptabilité environnementale de collaborer avec la Division de statistique de l'ONU pour réviser le manuel provisoire de la SCEE publié par la Division en 1993, la révision a été coordonnée par le Comité de coordination du Groupe de Londres, composé de représentants de la Division de statistique, de la Banque mondiale, de l'OCDE, d'Eurostat, du Bureau australien de statistique, de Statistics Netherlands (qui ont accueilli les dernières réunions), et de Statistique Canada (qui assure le secrétariat). Les membres du Groupe de Londres ont concouru à la rédaction du texte, qui a ensuite été revu par Mme Anne Harrison. Un Groupe de Londres élargi (plusieurs pays en développement participant à la réunion) s'est réuni à Voorburg (Pays-Bas) en mai 2001. Il a examiné la première version revue du projet, après quoi une version définitive a été mise au point en janvier 2002 et soumise à l'examen des Amis de la Présidence, groupe créé par la Commission de statistique à sa trente-deuxième session en mars 2001. Ce groupe, composé de directeurs ou directeurs adjoints des bureaux nationaux de statistique du Brésil, du Canada, des États-Unis, de l'Éthiopie, de l'Indonésie, des Pays-Bas, de la Norvège et de la République de Corée, était présidé par M. Longva, Directeur général de Statistics Norway. Le groupe a recommandé d'approuver la version révisée du SCEE, sous réserve des modifications proposées dans le rapport soumis à la Commission de statistique. Statistique Canada est en train de parachever le manuel; un comité de rédaction composé des organismes éditeurs (Organisation des Nations Unies, Eurostat, Fonds monétaire international, OCDE et Banque mondiale) doit coiffer la publication de la version révisée.

### **Réunion sur le SCEE tenue en marge de la troisième session du Comité préparatoire du Sommet de Johannesburg**

La Division de statistique a organisé avec New York University, Statistique Canada et l'Institut du climat, de l'environnement et de l'énergie de Wuppertal une réunion parallèle à la troisième session du Comité préparatoire du Sommet de Johannesburg (New York, 25 mars-3 avril 2002) sur le thème « Comptabilité environnementale et économique intégrée – un outil de mesure du développement durable ». On y a présenté la version révisée du SCEE comme outil permettant de mesurer l'interaction entre l'économie et l'environnement, et donc certains aspects du développement durable. On a présenté des expériences d'application du SCEE à la définition de politiques économiques et écologiques réalisées dans des pays d'Afrique australe et au Canada.

### **Questionnaire de 2001 sur les statistiques de l'environnement**

Dans le cadre des activités ordinaires de collecte de la Division de statistique, le questionnaire biennal sur les statistiques de l'environnement a été adressé au deuxième semestre de 2001 à tous les pays et territoires, sauf ceux qui relèvent de l'OCDE et d'Eurostat. Les réponses reçues jusqu'à présent manifestent une amélioration lente mais régulière de la quantité et de la qualité des informations disponibles sur l'environnement. Soixante-quatre pays ont déjà renvoyé le questionnaire rempli ou communiqué les données nationales correspondantes. D'autres sont en train de réunir les informations voulues. Certains ont fait état d'activités visant la mise en place de programmes ou de services de statistiques de l'environnement, soulignant leur intérêt pour le questionnaire et leur désir de poursuivre leur apport à ce processus. La vérification des données, à laquelle on procède en consultation étroite avec les pays, offre une occasion d'en améliorer la qualité tout en renforçant la collaboration entre la Division de statistique et les organismes nationaux compétents.

### **Indicateurs de développement**

Sur la demande du Conseil économique et social, les Amis de la Présidence, groupe créé par la Commission de statistique, a procédé à une évaluation technique des plus de 280 indicateurs statistiques définis par les grandes conférences des Nations Unies tenues ces 10 dernières années. Des experts de 34 pays membres ont apporté leur concours aux travaux des sept sous-groupes thématiques. Comme il leur avait été demandé de définir un ensemble restreint parmi ces indicateurs, les Amis de la Présidence ont défini un ensemble réparti en trois sous-ensembles par rang de priorité comportant chacun environ 40 indicateurs. Une catégorie supplémentaire groupait les indicateurs utiles pour une vue plus fine des différents domaines d'intervention. S'agissant d'environnement et d'énergie, les deux premiers sous-ensembles comprennent les indicateurs suivants : émissions de gaz à effet de serre, proportion de zones forestières, eau prélevée annuellement, proportion de superficies protégées, utilisation d'énergie par rapport au produit intérieur brut, production de déchets dangereux (premier rang de priorité); pollution atmosphérique urbaine, consommation de substances qui appauvrissent la couche d'ozone, utilisation d'engrais, utilisation de pesticides, terres touchées par la désertification, concentration d'algues dans les zones littorales, demande biochimique d'oxygène dans les masses d'eau, proportion d'énergie provenant de sources renouvelables, intensité de l'utilisation d'énergie dans certains secteurs, production et traitement de déchets industriels et municipaux (deuxième rang de priorité).

### **Indicateurs de la Déclaration du Millénaire**

La Déclaration du Millénaire a été adoptée par 191 pays en septembre 2000. Elle a été suivie par le Plan de campagne pour l'application de la Déclaration du Millénaire, où étaient définies des stratégies devant permettre de faire passer dans la réalité les buts et les engagements énoncés dans la Déclaration. Les huit objectifs, 18 cibles et 48 indicateurs sociaux, économiques et écologiques choisis serviront à suivre les progrès du développement et de la lutte contre la misère entre 1990 et 2015. À l'objectif 7, « Assurer un environnement durable », qui concerne les questions écologiques, correspondent les indicateurs suivants : proportion de zones forestières, superficie des terres protégées pour préserver la diversité biologique, énergie consommée par unité du produit intérieur brut; émissions de dioxyde de

carbone par habitant, consommation de chlorofluorocarbones, utilisation de combustibles solides pour la cuisine et le chauffage, proportion de la population ayant accès à une source d'eau meilleure, à un meilleur système d'assainissement et à la sécurité d'occupation du logement. La Division de statistique a coordonné aux échelons mondial et national l'établissement du rapport sur les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire, en consultation et en collaboration étroites avec tous les organismes compétents. De plus, elle a constitué une base de données des statistiques utilisées pour le calcul des indicateurs, qui contient les séries communiquées par diverses institutions internationales. Deux réunions de groupe d'experts (mars et avril 2002) ont permis d'examiner la périodicité, la cohérence et la fiabilité des séries existantes et la teneur du rapport (<<http://www.un.org/french/millenniumgoals/>>).

## **Projets régionaux financés par le Compte pour le développement**

### **Projet Division de statistique/ANASE**

Le projet de renforcement des capacités régionales pour le développement des statistiques en Asie du Sud-Est, qui a démarré en 2000, est dans sa dernière année. Il a pour but de renforcer les systèmes statistiques nationaux et la coopération intrarégionale entre pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Le programme de fond vise les domaines suivants : comptabilité nationale et comptes satellites, indicateurs de développement, et organisation et gestion statistiques. Le premier atelier organisé sous les auspices du projet a été l'Atelier international sur la comptabilité environnementale et économique, qui a eu lieu à Manille du 18 au 22 septembre 2000 (voir *envstats* No 9). On peut consulter le rapport complet de l'Atelier (en anglais) à l'adresse <<http://unstats.un.org/unsd/environment/reports.htm>> (cliquer sur le lien « International Workshop on Environmental and Economic Accounting »). Un deuxième atelier consacré à la comptabilité environnementale et économique qui doit avoir lieu en septembre 2002 en Indonésie permettra de suivre le développement des comptes environnementaux dans la région. Le projet de l'ANASE comprend des bourses d'études qui permettront de financer la participation de représentants de pays de la région à des manifestations statistiques importantes (conférences internationales...) ou à des stages de formation.

### **Projet de la Division de statistique dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale**

Le nouveau projet, organisé par la Division de statistique et financé par le Compte pour le développement, vise le renforcement des capacités statistiques dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et, a pour objet de définir une conception régionale des statistiques officielles et de renforcer la coordination entre pays de cette région. Courant sur la période 2000-2004, il vise les domaines thématiques suivants : i) gestion des opérations statistiques, ii) diffusion et commercialisation des statistiques officielles, iii) assistance technique pour les recensements de la population, les statistiques de l'environnement et les statistiques de l'incapacité.

Les principaux objectifs de la composante Statistiques de l'environnement sont la constitution d'un réseau de statisticiens de l'environnement dans la région de la CESA0, le perfectionnement de leurs compétences techniques, et l'établissement de liens de collaboration entre les bureaux nationaux de statistique, les ministères de l'environnement, et les autres organismes qui élaborent, diffusent et utilisent des statistiques de l'environnement. Avec l'aide d'un expert consultant, on a entrepris de recenser les capacités nationales et régionales en place, et de déterminer les priorités nationales en matière de développement des statistiques de l'environnement. Un atelier de formation (institutions, concepts, méthodes, stratégies de mise en place d'un programme de statistiques de l'environnement) doit avoir lieu à Damas au printemps de 2003. On y invitera des participants des bureaux nationaux de statistique et des organismes nationaux et régionaux produisant des données sur l'environnement. Des bourses doivent servir en 2003 à développer l'expérience acquise grâce à cet atelier et à faciliter les échanges de pratiques optimales entre producteurs de données dans la région.

## **Nouvelles des régions**

### **Le développement des statistiques de l'environnement dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, de Selma Guven**

La Division de statistique de la CESAP a réalisé en deux ans, grâce à un soutien du Gouvernement des Pays-Bas, un projet de renforcement des capacités statistiques sous le titre « Développement des statistiques dans la région de la CESAP ». L'objectif principal en était d'aider les pays à poursuivre les objectifs définis par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en matière de statistiques, d'indicateurs et de comptabilité de l'environnement.

Quatre ateliers sous-régionaux ont eu lieu à Bangkok du 8 au 19 mai 2000, à Hyderabad (Inde) du 2 au 14 avril 2001, à Port Vila (Vanuatu) du 30 avril au 11 mai 2001 (voir *envstats* No 9 et No 10 pour plus de détails), et enfin à Bangkok du 1er au 12 octobre 2001. Les participants à ces ateliers ont compté au total 73 représentants de 38 pays en développement de la région. Les animateurs étaient des représentants de Statistics Netherlands, du Bureau australien de statistique, du Conseil national de coordination des statistiques des Philippines, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de la Turquie, de l'OCDE et du Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement.

Les ateliers ont consisté en modules : introduction générale aux statistiques de l'environnement et rapports avec les indicateurs et la comptabilité de l'environnement, statistiques des émissions et de la qualité de l'environnement (atmosphère, eau, déchets), statistiques agro-environnementales, comptabilité environnementale et économique. Les participants ont suggéré au Secrétariat d'organiser d'autres ateliers correspondant à des thèmes écologiques et aux priorités sous-régionales (voir <<http://www.unescap.org/stat/envstat/envstat.htm>>).

**Développement des statistiques de l'environnement  
dans certains pays en développement membres de la Banque asiatique  
de développement, de Bishnu Pant**

La Banque asiatique de développement (BASD) vient d'achever un projet de deux ans « Assistance technique régionale (RETA 5860) : améliorer la collecte des statistiques de l'environnement dans certains pays en développement membres », dont le but général était d'étoffer les capacités (collecte et compilation de statistiques de l'environnement) des comités nationaux de statistique du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Mongolie, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan. L'atelier par lequel le projet s'est conclu, tenu à Tachkent du 1er au 3 mai 2002, a réuni 28 participants.

L'objectif du projet a été atteint dans une large mesure : les comités nationaux de statistique du Kazakhstan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan ont créé des services distincts chargés des statistiques de l'environnement, les autres comités nationaux ont désigné un groupe de statisticiens chargés de travailler dans ce domaine. Les pays ont constitué ensemble un Comité directeur de haut niveau chargé de coordonner la collecte de statistiques de l'environnement dans tous les bureaux s'occupant d'environnement et les entités connexes. Ils ont constitué par ailleurs des groupes de travail techniques sur six aspects de l'environnement (flore, faune, atmosphère, eau, terres et sols, et établissements humains) pour apporter une aide technique aux comités nationaux et aux comités directeurs.

Un autre produit important de ce projet a été la définition dans tous les pays de cadres nationaux de développement des statistiques de l'environnement et de recueils, inspirés du Cadre pour le développement des statistiques de l'environnement mis au point par la Division de statistique. La BASD a également fait établir un Manuel des statistiques de l'environnement, qui sera un apport de choix pour le renforcement des compétences de tous les bureaux nationaux de statistique des pays en développement membres de la Banque en matière de collecte et de compilation de ces statistiques.

**La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes  
(CEPALC), de Farid Isa**

La Division de statistique et des projections économiques de la CEPALC a organisé à Santiago du 10 au 12 décembre 2001 un Atelier de statistiques de l'environnement, consacré essentiellement à un débat sur une proposition de Système intégré de statistiques de l'environnement qui serait applicable aux pays de la région. Élaborée par la CEPALC, cette proposition tirait son origine du groupe de travail spécial créé à la première Conférence statistique des Amériques, qui était constitué de représentants des bureaux nationaux de statistique du Belize, du Chili, du Mexique et de Porto Rico, la coordination étant assurée par la CEPALC.

L'Atelier a été aussi le lieu d'un échange d'informations entre pays de la région sur les systèmes servant actuellement à la compilation, à la coordination et à la diffusion des statistiques de l'environnement. Ces échanges ont permis de constater que le cadre juridique et institutionnel s'était sensiblement amélioré, de même que l'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG), mais qu'on aurait pu connaître un développement plus dynamique s'il y avait eu une meilleure coordination et des accords entre les différents producteurs de statistiques de l'environnement. Il y avait encore à faire pour intégrer les statistiques de

l'environnement au cadre institutionnel dans les bureaux nationaux de statistique et pour mieux coordonner l'action des producteurs de statistiques et des décideurs. À partir des observations des participants, le groupe de travail spécial dégagera une nouvelle proposition de système intégré de statistiques de l'environnement (voir <<http://www.eclac.org/estadisticas>>).

### **La Commission économique pour l'Europe (CEE) : surveillance et évaluation de l'environnement, de Mikhail Kokine**

Avec un appui du Groupe de travail spécial de la surveillance de l'environnement de la CEE, l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) établit à partir d'indicateurs de toute la région un troisième rapport paneuropéen sur l'environnement, dit « rapport d'évaluation de Kiev ». Elle utilise pour cela dans toute la mesure du possible des informations tirées de bases de données internationales, afin de ne pas imposer inutilement aux pays de répondre à des demandes de renseignements. Si ces données font défaut, on a recours à des questionnaires ou à des rapports directs avec les institutions spécialisées des pays visés. Ce rapport sera présenté à la Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe », qui doit avoir lieu à Kiev du 21 au 23 mai 2003.

À la deuxième session du Groupe de travail (Genève, 28 février-1er mars 2002), l'AEE a présenté une analyse préluant au rapport de Kiev, groupant en fiches les données correspondant aux indicateurs pour les pays faisant partie des réseaux de l'Agence. Le débat a roulé aussi sur diverses questions posées par l'établissement du rapport, ainsi que sur les mesures susceptibles de renforcer et rationaliser la mise en place d'activités nationales de surveillance de l'environnement tout en facilitant les évaluations paneuropéennes. Les autres questions à l'ordre du jour étaient la surveillance de la pollution atmosphérique, la surveillance des substances dangereuses, les données et les classifications relatives aux déchets, les moyens informatiques de surveillance de l'environnement, et l'usage de la télédétection pour l'évaluation de l'environnement. Le Groupe de travail a été informé des activités de collecte de données de la Division de statistique de l'ONU et des résultats de son questionnaire de 2001 sur les statistiques de l'environnement dans les pays hors AEE. La Division mettra ces données à la disposition de l'Agence pour le rapport de Kiev (voir <<http://www.unece.org/env/europe/wgmeeting.htm>>).

## **Les gens**

### **Nouvelles du personnel**

**Gabor Valko**, économiste au Bureau central de statistique de la Hongrie, a prêté son concours à la Section des statistiques de l'environnement de décembre 2001 à juin 2002 pour la mise au point d'un recueil de statistiques et d'indicateurs de l'environnement.

La Division de statistique a accueilli des stagiaires du Programme de stage de l'Organisation des Nations Unies de septembre 2001 à mars 2002 :

**Johan Svensson** – Faculté d'économie et de droit commercial de l'Université de Göteborg (Suède); **Kevin Chang** – Université de Sydney (Australie); **Heinrich**

**Tschochohei** – Université de Lunebourg (Allemagne); **Kinuyo Kanamaru** – Université de Shinshu (Japon).

La Division les remercie vivement de leur concours.

### **Les auteurs des articles**

**Bishnu Pant** est statisticien de première classe à la Division des indicateurs de développement et de la recherche sur les politiques de la Banque asiatique de développement.

**Philomen Harrison** est Directeur adjoint du Programme de statistique du secrétariat de la CARICOM.

### **Les dates et les lieux**

**Cinquième Atelier de formation technique et de recherche sur les liens entre comptabilité de l'environnement théorique et appliquée** – Zanzibar (République-Unie de Tanzanie), 13 au 15 septembre 2001. L'Atelier, organisé conjointement par la Division de statistique de l'ONU et le Réseau de comptabilité des ressources pour l'Afrique orientale et australe, et financé par la Suède, a permis de dispenser aux participants une formation sur les fondements théoriques de la comptabilité de l'environnement, ainsi que sur des aspects plus concrets de leur mise en application. Les participants ont particulièrement apprécié l'alternance de séances théoriques avec des travaux pratiques (<<http://www.ranesa.co.za>>).

**Réunion de travail commune CEE/Eurostat/OCDE sur les questions de méthodologie concernant les statistiques de l'environnement** – Ottawa, 1er au 4 octobre 2001. La réunion a permis un débat sur la définition d'indicateurs du développement durable. Les séances ont été consacrées i) aux expériences de compilation d'indicateurs du développement durable, ii) aux concepts et aux cadres nécessaires pour cette compilation, iii) aux indicateurs d'écorendement, iv) aux indicateurs portant sur l'eau, v) aux indicateurs portant sur les déchets, vi) aux indicateurs sanitaires, et vii) à une table ronde sur le rôle des statisticiens pour la définition des indicateurs du développement durable. La Division de statistique de l'ONU a présidé la séance consacrée aux indicateurs d'écorendement et présenté une communication sur la comptabilité de l'eau et les indicateurs correspondants (<<http://www.unece.org/stats/documents/2001.10.env.htm>>).

**Réunion d'un groupe d'experts des statistiques de l'environnement** – Grenade, 8 au 12 octobre 2001. Organisée par la Division de statistique de l'ONU et la CARICOM pour examiner le projet de publication régionale sur les statistiques de l'environnement, la réunion a groupé 18 experts de ce domaine, venus de bureaux nationaux de statistique et de ministères de l'environnement, ainsi que des experts de l'environnement venus d'institutions régionales et internationales.

**Première réunion du Groupe consultatif sur les statistiques sociales sexospécifiques et les statistiques de l'environnement** – Bahamas, 20 et 21 octobre 2001. La réunion, organisée par la Division de statistique de l'ONU et la CARICOM, a permis de débattre et d'adopter le mandat du Groupe. Ce dernier a estimé que le projet se terminant, il y aurait lieu d'en faire un programme, et que la CARICOM devrait publier tous les deux ans (en alternance) des rapports régionaux sur les statistiques de l'environnement et les statistiques sociales sexospécifiques. Il

a été convenu que le Groupe consultatif se réunirait au moins une fois par an pour examiner l'avancement des travaux et débattre des faits nouveaux.

**Vingt-sixième réunion du Comité permanent de statisticiens des Caraïbes** – Bahamas, 24 au 26 octobre 2001. À cette réunion, organisée par la CARICOM, la Division de statistique de l'ONU a présenté trois rapports consacrés : i) au progrès de l'exécution des projets, ii) au rapport de la réunion du groupe d'experts, iii) au projet de publication régionale sur les statistiques de l'environnement. Le Comité permanent a souligné que le Groupe consultatif récemment créé était chargé entre autres de veiller à ce que les activités dans ces domaines statistiques soient bien coordonnées, et institutionnalisées dans la région de la CARICOM. Il a par ailleurs approuvé le projet de publication et ce qu'il était prévu de faire pour le mener à bien ainsi que la publication consacrée aux statistiques sociales sexospécifiques.

**Atelier annuel de formation et de planification de Conservation International** – Key Largo (Floride, États-Unis), 18 février au 1er mars 2002. L'Atelier a permis de dispenser une formation à l'économie de l'environnement et à la comptabilité économique et environnementale à des économistes nationaux qui travaillent avec Conservation International dans plusieurs pays en développement. La Division de statistique de l'ONU a présenté la version révisée du manuel de comptabilité environnementale et économique intégrée (SCEE), en particulier les comptes d'actifs concernant les minéraux, les forêts et l'eau. Le SCEE a été jugé utile pour la définition de politiques de conservation.

**Trente-troisième session de la Commission de statistique** – New York, 5 au 8 mars 2002. La Commission avait à son ordre du jour des points concernant les statistiques de l'environnement : rapports du Groupe de Londres et du groupe des Amis de la Présidence sur la révision du SCEE, rapport des Amis de la Présidence sur les indicateurs de développement, et rapport sur les activités de la Commission du développement durable.

**Réunion de l'équipe spéciale chargée des comptes satellites de l'eau, et du groupe d'experts sur la comptabilité des ressources en eau** – Luxembourg, 17 au 19 avril 2002. L'équipe spéciale a examiné les résultats d'une étude pilote de recueil de comptes satellites de l'eau réalisée dans quelques pays d'Europe. Le groupe d'experts a débattu un schéma de manuel de comptabilité des ressources en eau, qui est en préparation et sera publié conjointement par la Division de statistique et Eurostat.

**Deuxième réunion du Groupe consultatif des statistiques sociales sexospécifiques et des statistiques de l'environnement** – Dominique, 28 au 30 mai 2002. Le but étant que les activités entamées à l'occasion du projet soient durables, le Groupe, réuni par la Division de statistique de l'ONU et la CARICOM, a réfléchi notamment à un schéma d'institutionnalisation de la compilation et de la diffusion de statistiques sociales sexospécifiques et de statistiques de l'environnement, et recommandé de quoi appliquer ce schéma. Il a parlé aussi des sources de financement et d'assistance technique, et des possibilités de formation. Il a formulé un programme de compilation de statistiques et d'indicateurs sociaux sexospécifiques, et fixé la date de publication escomptée à décembre 2003. Un programme analogue sera bientôt formulé pour les statistiques de l'environnement.

**Prochaines réunions**

**Sommet mondial pour le développement durable** – Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août au 4 septembre 2002 (<<http://www.un.org/french/events/wssd/>>).

**Division de statistique de l'ONU – Conseil central de statistique de l'Indonésie : Atelier de comptabilité environnementale et économique intégrée** – Jakarta, septembre 2002.

**Troisième session du Groupe de travail spécial de la surveillance de l'environnement** – Genève, 28 au 30 août 2002 (<<http://unece.org/env/europe/wgmeeting.htm>>).

*Envstats* est un bulletin de la Section des statistiques de l'environnement de la Division de statistique de l'ONU. Les opinions qui s'y expriment ne sont pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.

Observations et articles à publier dans les prochains numéros sont à envoyer à Kathleen Suite, *envstats*, DC2-1403A, 2 United Nations Plaza, New York, NY 10017.

Téléphone : 1 (212) 963-4847; télécopie : 1 (212) 963-0623, mél : <[envstats@un.org](mailto:envstats@un.org)>